

AGENCE QMI
Le 24 janvier 2012

AUTOCHTONES

Harper ne veut pas abolir la Loi sur les Indiens

Par : Kristy Kirkup

OTTAWA - Le premier ministre Stephen Harper a confirmé mardi que le gouvernement n'a pas l'intention d'abolir la Loi sur les Indiens, vieille de 136 ans, qui a marginalisé les Autochtones, selon les critiques.

M. Harper a fait cette annonce lors d'un discours devant les chefs des Premières Nations et des responsables gouvernementaux, réunis à Ottawa pour un sommet historique mardi. Il s'agit de première rencontre officielle entre le premier ministre et les chefs autochtones depuis son arrivée au pouvoir en 2006.

« Notre gouvernement n'a pas de grand plan pour abroger ou réécrire de manière unilatérale la Loi sur les Indiens, a dit M. Harper. Après 136 ans, cet arbre a des racines profondes. Faire sauter la souche laisserait un grand trou. » Le Parlement a adopté la Loi en 1876, donnant au gouvernement un énorme pouvoir sur les Premières Nations confinées dans les réserves. « Notre objectif, ce sont des citoyens autosuffisants et des collectivités autonomes », a dit M. Harper.

Le premier ministre a dit qu'Ottawa effectuerait un véritable travail de modernisation de cette loi qui provoquera, selon lui, des « changements tangibles ». Il a ajouté que les conservateurs ont commencé à ajouter des réglementations qui donneront plus de pouvoirs à ceux qui vivent dans les réserves, notamment en ce qui concerne le processus électoral. Il a donné en exemple la « Loi sur les élections au sein des Premières Nations », qui rallongerait le mandat des chefs et des membres du conseil de bande, les faisant passer de deux à quatre ans. Ce projet de loi est récemment passé en première lecture au Sénat.

Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations, Shawn Atleo, a remercié M. Harper pour « avoir rendu possible ce rassemblement historique », mais il a déclaré que le sommet « doit marquer le début du renouveau » entre les Premières Nations et le gouvernement. M. Atleo considère qu'aucune réforme de la Loi sur les Indiens ne sera suffisante et qu'il faut voir « au-delà » de cette loi. « La loi est un obstacle à toute relation solide avec le gouvernement. Cette loi a trahi nos peuples et le Canada entier. »

Plusieurs experts sur les enjeux autochtones affirment également qu'il ne peut y avoir de relation viable et harmonieuse entre le Parlement et les dirigeants des Premières Nations, tant que la Loi sur les Indiens est en vigueur.

Le premier ministre a indiqué que le sommet était le début d'un dialogue permanent entre les dirigeants autochtones et son gouvernement. « Nous avons tous besoin d'avancer, a dit M. Harper. Alors, soyons des partenaires pleins de bonne volonté. » M. Harper a aussi participé à des consultations et des discussions sur différents enjeux au cours de la journée, notamment sur l'économie des Premières Nations.